

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

18 octobre 2019

PROPOSITION DE LOI

**suspendant le paiement
des prestations de sécurité sociale
des personnes emprisonnées ou placées
dans un établissement
de défense sociale**

(déposée par M. Egbert Lachaert)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

18 oktober 2019

WETSVOORSTEL

**tot opschorting van de betaling
van bepaalde sociale zekerheidsuitkeringen
van personen die verblijven
in de gevangenis of een instelling
van sociaal verweer**

(ingediend door de heer Egbert Lachaert)

RÉSUMÉ

La législation actuelle relative aux prestations de sécurité sociale au bénéfice des travailleurs salariés, des fonctionnaires et des indépendants contient des dispositions divergentes concernant les prestations allouées en cas d'emprisonnement ou de placement dans un établissement de défense sociale.

Cette proposition de loi vise à uniformiser cette réglementation et à prévoir la suspension de l'ensemble de ces prestations durant toute la période de privation de liberté. Ces prestations resteraient toutefois dues, pour la période de la détention préventive, aux bénéficiaires non condamnés.

SAMENVATTING

De huidige wetgeving met betrekking tot sociale zekerheidsuitkeringen voor werknemers, ambtenaren en zelfstandigen bevat uiteenlopende bepalingen met betrekking tot de uitkering in geval van opsluiting in de gevangenis of plaatsing in een instelling van sociaal verweer.

Dit wetsvoorstel heeft tot doel een uniforme regeling tot stand te brengen waarbij alle uitkeringen worden geschorst tijdens de volledige periode van vrijheidsberoving. De uitkering is wel verschuldigd voor de periode van de voorlopige hechtenis indien de gerechtigde niet veroordeeld wordt.

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>		<i>Afkorting bij de numering van de publicaties:</i>	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente proposition reprend le texte de la proposition DOC 54 1982/001.

Il existe d'importantes différences, en ce qui concerne les droits des détenus, en matière de prestations de sécurité sociale. Certaines prestations font explicitement l'objet de règles concernant la suspension de leur paiement, tandis que, dans d'autres secteurs de la sécurité sociale, rien n'est prévu.

Pour ce qui est des accidents du travail et des maladies professionnelles, la réglementation ne contient aucune disposition particulière à ce sujet, si bien qu'en cas de détention, le titulaire continue tout simplement de percevoir ses prestations. Pour les pensions, une suspension est prévue après douze mois d'emprisonnement.

Dans le régime des travailleurs salariés, les indemnités de maladie et d'invalidité sont, depuis peu, suspendues dès le début de la détention. Dans le régime des travailleurs indépendants, en revanche, elles sont réduites de moitié pour les bénéficiaires n'ayant pas de personnes à charge mais maintenues dans le cas contraire. En ce qui concerne le chômage, le revenu d'intégration, les allocations de remplacement de revenus et les allocations d'intégration, la suspension est complète en cas d'emprisonnement.

La présente proposition de loi vise à mettre sur pied, pour les travailleurs salariés, les fonctionnaires et les travailleurs indépendants, une réglementation uniforme en vertu de laquelle toutes les allocations de sécurité sociale sont suspendues pendant le séjour en prison. Si le bénéficiaire peut établir qu'il y a eu non-lieu, qu'il a été mis hors de cause ou qu'il a été acquitté par une décision de justice coulée en force de chose jugée, il a droit à ses allocations pour la période de sa détention préventive.

L'ampleur des économies que permet de réaliser la présente proposition de loi est difficile à évaluer. Il est ressorti des réponses à de nombreuses questions écrites qu'il arrive très souvent que l'on n'enregistre pas les paiements ou les suspensions de paiements à des détenus, certainement dans les cas où n'y a pas de suspension de paiement.

Pendant la période de privation de liberté, c'est le SPF Justice qui assure la subsistance de l'intéressé.

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Dit voorstel neemt de tekst over van voorstel DOC 54 1982/001.

Binnen de sociale zekerheid bestaan grote verschillen inzake de rechten van gedetineerden op sociale zekerheidsuitkeringen. Voor sommige uitkeringen is zeer expliciet een regeling inzake opschorting van betaling getroffen, voor andere sociale zekerheidstakken is er helemaal geen regeling.

Voor arbeidsongevallen en beroepsziekten bevat de regelgeving geen bepalingen waardoor de gerechtigde bij gevangenschap zijn uitkering gewoon krijgt doorgestort. Voor pensioenen is voorzien in een opschorting na twaalf maanden gevangenschap. Bij ziekte en invaliditeit wordt, in de regeling van de werknemers, de uitkering sinds kort van bij de aanvang van de gevangenschap geschorst.

In de regeling van de zelfstandigen daarentegen wordt de uitkering met de helft verminderd voor de gerechtigde die geen personen ten laste heeft. Indien er wel personen ten laste zijn, blijft de uitkering doorlopen. Werkloosheidsuitkeringen, leeflonen, inkomensvervangende en integratietegemoetkomingen worden dan weer volledig geschorst bij gevangenschap.

Dit wetsvoorstel heeft tot doel een uniforme regeling tot stand te brengen voor werknemers, ambtenaren en zelfstandigen, waarbij alle sociale zekerheidsuitkeringen worden geschorst tijdens het verblijf in de gevangenis. Indien de gerechtigde kan bewijzen dat er ontslag van rechtsvervolging is geweest, dat hij buiten de zaak werd gesteld of dat hij vrijgesproken werd door een gerechtelijke beslissing die in kracht van gewijsde is getreden, heeft hij recht op de uitkering voor de periode van zijn voorlopige hechtenis.

Het is niet erg duidelijk hoe groot de besparingen zijn die dit wetsvoorstel kunnen opleveren. Uit de antwoorden op heel wat schriftelijke vragen bleek dat heel vaak geen registratie wordt gedaan van betalingen of schorsingen van betalingen aan gedetineerden, zeker niet in de gevallen waarin er geen opschorting van betaling is.

Tijdens de vrijheidsberoving voorziet de FOD Justitie in het levensonderhoud van de betrokkene.

Le SPF Justice assure également le paiement des frais médicaux. Il n'est dès lors pas logique que l'intéressé puisse bénéficier d'un revenu de remplacement pendant cette période.

Celui qui séjourne en prison n'est pas disponible pour le marché du travail et ne peut percevoir un revenu professionnel digne de ce nom. D'un autre côté, ses frais d'entretien sont couverts par le SPF Justice. Dans ce contexte spécifique, un revenu de remplacement ne se justifie dès lors absolument pas.

Pour cette raison, le revenu d'intégration et les allocations de chômage sont actuellement déjà suspendus pendant la privation de liberté. Il est donc logique d'étendre ce raisonnement, d'une part, aux pensions et, d'autre part, aux prestations pour maladie ou invalidité des travailleurs salariés et indépendants et au régime de disponibilité pour maladie ou de pension de maladie des fonctionnaires.

Aucun détenu n'a la possibilité de percevoir un revenu du travail. Il est dès lors singulier que certains détenus perçoivent une allocation en compensation d'une "perte de revenus". En outre, il semble y avoir une discrimination entre les personnes qui, avant la détention, percevaient un revenu professionnel et celles qui, avant la détention, bénéficiaient d'un revenu de remplacement. En d'autres termes: celui qui, avant la détention, apportait une contribution économique à la société est moins bien traité, pendant la détention, que celui dont ce n'était pas le cas.

D'aucuns soulignent que les prestations d'accidents du travail et de maladies professionnelles sont d'une nature fondamentalement différente des autres revenus de remplacement, étant donné qu'elles sont une réparation de dommages subis, et non d'une perte de revenus subie. Cette manière de percevoir les assurances contre les accidents du travail et les maladies professionnelles est cependant sujette à discussion.

En effet, deux éléments cruciaux de la réglementation relative aux accidents du travail sont, d'une part, le fait que tous les frais médicaux de la victime de l'accident du travail sont remboursés par l'assurance, et, d'autre part, le fait que l'indemnité pour perte de revenus qui est versée est directement liée à l'incapacité de travail résultant de l'accident du travail. En d'autres termes, à l'exception du remboursement de tous les frais médicaux, qui est bien sûr maintenu dans la présente proposition, les prestations octroyées dans le cadre de l'assurance contre les accidents du travail sont bel et bien des indemnités d'incapacité de travail. En l'absence d'incapacité de travail partielle ou totale, aucune rente n'est attribuée.

Tevens voorziet de FOD Justitie in de betaling van de medische kosten. Het is dan ook niet logisch dat de betrokkene gedurende die periode over een vervangingsinkomen kan beschikken.

Wie in de gevangenis verblijft, is niet beschikbaar voor de arbeidsmarkt en kan geen noemenswaardig inkomen verwerven uit arbeid. Daartegenover staat dat in de kosten van het levensonderhoud wordt voorzien door de FOD Justitie. Een vervangingsinkomen is in deze specifieke context dan ook helemaal niet aan de orde.

Het leefloon en de werkloosheidsuitkering worden om die reden op heden reeds geschorst tijdens de vrijheidsberoving. Het is dus consistent om deze redering door te trekken naar de pensioenen enerzijds, en anderzijds, de uitkeringen wegens ziekte of invaliditeit voor werknemers en zelfstandigen, en de beschikbaarheid wegens ziekte of het ziektepensioen van ambtenaren.

Geen enkele gedetineerde heeft de mogelijkheid om een inkomen uit arbeid te verwerven. Het is dan ook vreemd dat sommige gedetineerden een uitkering zouden krijgen als compensatie voor "gederfde inkomsten". Daarenboven lijkt er een discriminatie te bestaan tussen personen die vóór de detentie een inkomen uit arbeid hadden en personen die vóór de detentie een vervangingsinkomen genoten. Met andere woorden: wie voordien een economische bijdrage leverde aan de samenleving, wordt tijdens de detentie slechter behandeld dan voor wie dit niet het geval was.

Sommigen wijzen erop dat de uitkeringen ingevolge arbeidsongevallen en beroepsziekten van een fundamenteel andere aard zijn dan andere vervangingsinkomens, aangezien ze een vergoeding zijn voor geleden schade, in tegenstelling tot een geleden inkomstenverlies. Deze visie op de arbeidsongevallenverzekering en de verzekering tegen beroepsziekten, is echter voor discussie vatbaar.

Immers, cruciaal in de regeling van de arbeidsongevallen is het feit dat enerzijds alle medische kosten van het slachtoffer van het arbeidsongeval worden terugbetaald door de verzekering, en dat er anderzijds een vergoeding voor inkomstenverlies is die rechtstreeks verband houdt met de arbeidsongeschiktheid ingevolge het arbeidsongeval. Met andere woorden, met uitzondering van de terugbetaling van alle medische kosten, die in dit voorstel uiteraard gevrijwaard blijft, zijn de uitkeringen toegekend in het kader van de arbeidsongevallenverzekering wel degelijk uitkeringen wegens arbeidsongeschiktheid. Als er geen gedeeltelijke of volledige arbeidsongeschiktheid is, dan worden er geen renten uitgekeerd.

À cet égard, ces prestations peuvent dès lors être considérées comme un revenu de remplacement, auquel les principes décrits ci-dessus sont d'application. Tout comme il est inapproprié de poursuivre le paiement d'une allocation de chômage, d'un revenu d'intégration, d'une pension ou d'une indemnité pour cause de maladie ou d'invalidité pendant la période de détention, il n'est pas non plus opportun de poursuivre le paiement de prestations d'accident du travail pendant cette période. Il en va de même pour les maladies professionnelles.

Selon certains, il n'est pas opportun de suspendre le paiement des prestations dès le premier jour de détention, soulignant qu'une suspension immédiate n'est pas réaliste, étant donné que les établissements pénitentiaires ne peuvent pas fournir d'informations aux organismes de paiement sans l'accord de l'intéressé, et ce, dans un souci de protection de la vie privée du détenu. La conséquence serait qu'il y aurait alors un grand nombre de prestations payées indûment, qui seraient ensuite difficiles à récupérer, voire irrécupérables.

On constate cependant que la suspension immédiate est déjà d'application aujourd'hui, notamment dans le cas des allocations de chômage et des revenus d'intégration. La suspension est donc permise dans ce domaine. Un délai de 12 mois n'est appliqué qu'en matière de pensions. En outre, cette distinction n'est nullement justifiée.

Il faut partir du principe suivant: étant donné que les frais d'entretien et les frais médicaux du détenu sont pris en charge, par le SPF Justice dès le premier jour de la détention, il est logique que l'octroi de revenus de remplacement soit également suspendu dès ce premier jour.

Il est vrai qu'il faudra mettre en place un meilleur échange de données entre les établissements pénitentiaires, d'une part, et les banques de données de la sécurité sociale, d'autre part, pour pouvoir appliquer ce principe en pratique, mais cela ne change rien audit principe en tant que tel.

Les mesures figurant dans la présente proposition ne constituent par une régression ou un détricotage de la sécurité sociale, et ne violent dès lors nullement le principe de "*stand still*" de la Constitution belge¹. La Belgique s'est engagée, sur le plan au niveau du droit international, à "réaliser progressivement" et à "augmenter progressivement" les droits sociaux. En d'autres termes, les droits existants ne peuvent pas être démantelés.

¹ Article 23 de la Constitution.

In dat opzicht kunnen deze uitkeringen dan ook als een vervangingsinkomen worden beschouwd, en zijn de principes als hierboven beschreven van toepassing. Net zomin als het gepast is om een werkloosheidsuitkering, een leefloon, een pensioen of een uitkering wegens ziekte of invaliditeit te laten doorlopen tijdens de periode van detentie, is het opportuun om een uitkering ingevolge een arbeidsongeval te laten doorlopen. Voor de beroepsziekten geldt hetzelfde.

Volgens sommigen is het niet opportuun om de uitkeringen te schorsen vanaf dag 1 van de opsluiting. Ze wijzen erop dat een onmiddellijke schorsing niet realistisch is aangezien de penitentiaire inrichtingen geen informatie mogen verschaffen aan de uitbetalingsinstellingen zonder akkoord van de betrokkene en dit omwille van de bescherming van het privéleven van de gedetineerde. Het gevolg zou dan zijn dat er tal van onverschuldigde betalingen zouden gebeuren, die vervolgens niet of moeilijk gerecupereerd zouden kunnen worden.

Echter, de vaststelling is dat de onmiddellijke schorsing op heden reeds geldt in het geval van onder meer de werkloosheidsuitkeringen en de leeflonen. Daar kan het dus wel. Enkel in de pensioenen wordt een termijn van 12 maanden gehanteerd. Dit onderscheid wordt bovendien op geen enkele manier gerechtvaardigd.

Het principe moet als volgt zijn; aangezien de kosten om in het levensonderhoud en de medische verzorging van de gedetineerde te voorzien, vanaf de eerste dag van de opsluiting gedragen worden door de FOD Justitie, is het logisch dat de toekenning van een vervangingsinkomen ook vanaf deze eerste dag geschorst wordt.

Het klopt dat er een betere gegevensuitwisseling tussen de penitentiaire inrichtingen enerzijds en de databanken van de sociale zekerheid anderzijds moet worden gerealiseerd, zodat dit principe ook in de praktijk kan worden omgezet. Maar dit doet niets af aan het principe zelf.

De maatregelen vervat in dit voorstel vormen geen achteruitgang of afbraak van de sociale zekerheid, en schenden dan ook geenszins de zgn. standstill-bepaling in de Belgische Grondwet¹. België heeft zich internationaalrechtelijk verbonden tot de "progressieve verwezenlijking" en de "geleidelijke verhoging" van de sociale rechten. Dat betekent dat bestaande rechten niet mogen worden afgebroken.

¹ Artikel 23 van de Grondwet.

Il importe dès lors de souligner que les modifications prévues par la présente proposition “n’ôtent” aucun droit social aux détenus. Ces derniers ont généralement acquis des droits sociaux avant leur détention, et cette dernière n’entraîne pas la perte desdits droits sociaux. Au contraire, ces droits restent acquis dans leur intégralité à l’issue de la détention, qu’il s’agisse du chômage, de l’incapacité de travail, des pensions ou de n’importe quelle autre branche de la sécurité sociale.

Les allocations de chômage, de maladie, d’invalidité et d’incapacité de travail, ainsi que les pensions, constituent toutes des revenus de remplacement. Or, cette notion de revenu de remplacement n’a aucune utilité pratique pour les détenus dès lors que l’État subvient directement à leur entretien. Il est dès lors parfaitement normal que ces prestations soient suspendues durant la période de la détention. Les intéressés conservent toutefois leurs droits sociaux, lesquels peuvent, après la détention, à nouveau donner lieu à l’octroi d’un revenu de remplacement. Il n’est dès lors pas porté atteinte à la clause *stand still*.

On peut toutefois s’interroger, en revanche, sur la constitutionnalité de la réglementation actuelle, et ce, du point de vue du principe d’égalité, d’une part en raison du fait que les différents types de prestations sociales sont soumis à des règles différentes sans que cette différence soit suffisamment motivée et d’autre part, parce que certains détenus, alors que les frais afférents à leur entretien sont déjà pris en charge, bénéficient d’une allocation, et d’autres pas.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Articles 2, 3 et 4

La législation actuelle en matière d’accidents du travail et de maladies professionnelles pour les travailleurs salariés ne comporte pas de disposition relative au versement des allocations en cas d’emprisonnement ou de placement en établissement de défense sociale.

Les articles 2, 3 et 4 prévoient de suspendre le versement des allocations pour la durée de la détention ou du placement en établissement de défense sociale. Les allocations restent toutefois dues pour la période de la détention préventive si le bénéficiaire peut prouver qu’il y a eu non-lieu, qu’il a été mis hors cause ou qu’il a été acquitté par une décision de justice coulée en force de chose jugée.

Het is dan ook belangrijk om te onderstrepen dat de wijzigingen zoals vooropgesteld in dit voorstel geen sociale rechten van gedetineerden “afnemen”. Gedetineerden hebben veelal sociale rechten opgebouwd vóór de detentie. Deze sociale rechten gaan niet verloren door de detentie, in tegendeel, ze blijven onverkort verder gelden na afloop van de detentie, of het nu om werkloosheid, arbeidsongeschiktheid, pensioenen of welke andere tak van de sociale zekerheid dan ook gaat.

Werkloosheidsuitkeringen, ziekte- en invaliditeitsuitkeringen, uitkeringen wegens arbeidsongeschiktheid en pensioenen zijn stuk voor stuk vervangingsinkomens. De hele notie van een vervangingsinkomen heeft geen praktisch nut voor gedetineerden, aangezien de kosten van het levensonderhoud van gedetineerden rechtstreeks door de overheid worden gedragen. Het is dan ook niet meer dan normaal dat de uitbetaling van dergelijke uitkeringen worden geschorst tijdens de periode van detentie. De sociale rechten van de betrokkene blijven bestaan, en kunnen na de detentie (opnieuw) aanleiding geven tot de toekenning van een vervangingsinkomen. De standstill-bepaling wordt dan ook niet geschonden.

Het is, in tegendeel, nog maar de vraag of de huidige regeling wel grondwettelijk is, en dit vanuit het oogpunt van het gelijkheidsbeginsel. Niet alleen omwille van het feit dat er verschillende regels bestaan voor verschillende types van sociale uitkeringen, zonder dat daar een afdoende motivatie bestaat. Maar ook omwille van het feit dat bepaalde gedetineerden, bovenop het feit dat reeds in de kosten van hun levensonderhoud wordt voorzien, nog eens een uitkering krijgen en anderen niet.

ARTIKELSGEWIJZE TOELICHTING

Artikelen 2, 3 en 4

De huidige wetgeving met betrekking tot arbeidsongevallen en beroepsziekten voor werknemers en ambtenaren bevat geen bepaling met betrekking tot de uitkering in geval van opsluiting in de gevangenis of plaatsing in een instelling van sociaal verweer.

De artikelen 2, 3 en 4 voorzien in een schorsing van de uitkering voor de duur van de hechtenis of de plaatsing in een instelling van sociaal verweer. De uitkering is wel verschuldigd voor de periode van de voorlopige hechtenis indien de gerechtigde kan bewijzen dat er ontslag van rechtsvervolging is geweest of dat de gerechtigde buiten de zaak is gesteld of dat de gerechtigde werd vrijgesproken door een gerechtelijke beslissing die in kracht van gewijsde is getreden.

Articles 5, 6 et 7

Les régimes actuellement applicables aux travailleurs salariés, aux fonctionnaires et aux indépendants prévoient la suspension de la pension de retraite et de survie pour la durée de la détention. Ils organisent toutefois le versement de la pension pour la durée de la détention préventive en cas de cas d'acquiescement, de non-lieu ou de mise hors cause.

Ces régimes prévoient également que la pension doit être versée si le bénéficiaire n'a pas subi de façon continue douze mois de détention. La présente proposition de loi abroge ces dispositions dans le but d'uniformiser les règles pour tous les bénéficiaires d'une allocation de sécurité sociale.

Les pensions pour incapacité physique dont peuvent bénéficier les agents de l'État sont également visées par cette modification.

Article 8

La réglementation actuelle limite l'allocation de l'assurance maladie et invalidité pour les indépendants à 50 % lorsque le titulaire n'a pas de personne à charge. S'il a des personnes à charge, le montant total de l'allocation est payé.

Nous proposons de suspendre totalement le droit à l'allocation pour la durée de la détention ou du placement en établissement de défense sociale. Les allocations sont toutefois dues pour la période de la détention préventive si le titulaire peut prouver qu'il y a eu non-lieu, qu'il a été mis hors cause ou qu'il a été acquitté par une décision de justice coulée en force de chose jugée.

Article 9

L'article 9 prévoit que pendant leur détention, les agents de l'État n'ont pas droit à un traitement. On évite ainsi qu'en cas de détention, des agents continuent d'être payés pendant les jours de maladie.

Dans ce cas-ci également, le traitement est dû en revanche pendant la période de détention préventive si l'intéressé peut prouver qu'il y a eu non-lieu, qu'il a été mis hors cause ou qu'il a été acquitté par une décision de justice coulée en force de chose jugée.

Artikelen 5, 6 en 7

De huidige regelingen voor werknemers, ambtenaren en zelfstandigen voorzien in de schorsing van het rust- en overlevingspensioen voor de duur van de hechtenis. Er is echter wel voorzien in de uitbetaling van het pensioen voor de duur van de voorlopige hechtenis in geval van vrijspraak, buitenvervolginstelling of buitenzaakstelling.

De regelingen voorzien ook in de uitbetaling van het pensioen voor zover de gerechtigde geen ononderbroken opsluiting van twaalf maanden heeft ondergaan. Deze bepalingen worden opgeheven om tot een uniforme regeling te komen voor alle genietters van een sociale zekerheidsuitkering.

Ook de ziektepensioenen van de ambtenaren vallen onder deze wijziging.

Artikel 8

De huidige regelgeving bepaalt dat de uitkering in de ziekte- en invaliditeitsverzekering voor zelfstandigen beperkt wordt tot 50 % wanneer de gerechtigde geen personen ten laste heeft. Heeft de gerechtigde wél personen ten laste dan wordt het volledige bedrag van de uitkering betaald.

Wij stellen voor het recht op een uitkering volledig te schorsen voor de duur van de hechtenis of de plaatsing in een instelling voor sociaal verweer. De uitkering is wel verschuldigd voor de periode van de voorlopige hechtenis indien de gerechtigde kan bewijzen dat er ontslag van rechtsvervolgning is geweest of dat de gerechtigde buiten de zaak is gesteld of dat de gerechtigde werd vrijgesproken door een gerechtelijke beslissing die in kracht van gewijsde is getreden.

Artikel 9

Artikel 9 bepaalt dat ambtenaren tijdens de periode van detentie geen recht hebben op een wedde. Op die manier wordt voorkomen dat ambtenaren doorbetaald worden tijdens ziekteperioden als ze gedetineerd worden.

Ook hier geldt dat de wedde wel verschuldigd is voor de periode van de voorlopige hechtenis indien de betrokkene kan bewijzen dat er ontslag van rechtsvervolgning is geweest of dat de gerechtigde buiten de zaak is gesteld of dat de gerechtigde werd vrijgesproken door een gerechtelijke beslissing die in kracht van gewijsde is getreden.

Article 10

L'article 10 prévoit que les agents en disponibilité pour maladie n'ont pas droit au traitement d'attente pendant la période de leur détention. Le traitement d'attente est dû en revanche pour la période de détention préventive si l'intéressé peut prouver qu'il y a eu non-lieu, qu'il a été mis hors cause ou qu'il a été acquitté par une décision de justice coulée en force de chose jugée.

Article 11

Étant donné que les articles 6 à 10 apportent des modifications à des arrêtés royaux, cet article habilite le Roi à apporter éventuellement des modifications ultérieures à ces dispositions par arrêté délibéré en Conseil des ministres.

Artikel 10

Artikel 10 bepaalt dat ambtenaren in beschikbaarheid wegens ziekte geen recht hebben op wachtgeld gedurende de periode van detentie. Het wachtgeld is wel verschuldigd voor de periode van de voorlopige hechtenis indien de betrokkene kan bewijzen dat er ontslag van rechtsvervolging is geweest of dat de gerechtigde buiten de zaak is gesteld of dat de gerechtigde werd vrijgesproken door een gerechtelijke beslissing die in kracht van gewijsde is getreden.

Artikel 11

Omdat de artikelen 6 tot 10 wijzigingen aanbrengen in koninklijk besluiten, machtigt dit artikel de Koning om eventueel later wijzigingen aan deze bepalingen aan te brengen bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

Egbert LACHAERT (Open Vld)

PROPOSITION DE LOICHAPITRE 1^{ER}**Disposition introductive**Article 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

CHAPITRE 2

Accidents du travail et maladies professionnelles

Art. 2

Dans la loi du 3 juillet 1967 sur la prévention ou la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public, il est inséré un article 15/1 rédigé comme suit:

“Art. 15/1. Les rentes, allocations et autres indemnités prévues par la présente loi sont suspendues si l'ayant droit est détenu en prison ou placé dans un établissement de défense sociale et ce, pour la durée de la détention ou du placement.

L'ayant droit peut prétendre aux rentes, allocations et autres indemnités visées à l'alinéa premier pour la période de sa détention préventive à condition qu'il puisse établir qu'il y a eu non-lieu, qu'il a été mis hors cause ou qu'il a été acquitté par une décision de justice coulée en force de chose jugée.”

Art. 3

Dans les lois relatives à la prévention des maladies professionnelles et à la réparation des dommages résultant de celles-ci, coordonnées le 3 juin 1970, il est inséré un article 64^{ter} rédigé comme suit:

“Art. 64^{ter}. Les indemnités ou les rentes fournies en vertu de la présente loi sont suspendues si le bénéficiaire est détenu en prison ou placé dans un établissement de défense sociale, et ce, pour la durée de la détention ou du placement.

Le bénéficiaire peut prétendre aux indemnités et rentes visées à l'alinéa 1^{er} pour la période de sa détention préventive à condition qu'il puisse établir qu'il y a

WETSVOORSTEL

HOOFDSTUK 1

Inleidende bepaling

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

HOOFDSTUK 2

Arbeidsongevallen en beroepsziekten

Art. 2

In de wet van 3 juli 1967 betreffende de preventie van of de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector wordt een artikel 15/1 ingevoegd, luidende:

“Art. 15/1. De renten, bijlagen en andere vergoedingen door deze wet bepaald, worden geschorst indien de gerechtigde opgesloten is in de gevangenis of geplaatst is in een instelling van sociaal verweer, en dit gedurende de duur van de hechtenis of de plaatsing.

De gerechtigde kan op de renten, bijlagen en andere vergoedingen bedoeld in het eerste lid aanspraak maken voor de periode van zijn voorlopige hechtenis op voorwaarde dat hij kan bewijzen dat er ontslag van rechtsvervolging is geweest, dat hij buiten de zaak werd gesteld of dat hij werd vrijgesproken door een gerechtelijke beslissing die in kracht van gewijsde is getreden.”

Art. 3

In de wetten betreffende de preventie van beroepsziekten en de vergoeding van de schade, gecoördineerd op 3 juni 1970, wordt een artikel 64^{ter} ingevoegd, luidende:

“Art. 64^{ter}. De vergoedingen en renten uitgekeerd krachtens deze wet worden geschorst indien de gerechtigde opgesloten is in de gevangenis of geplaatst is in een instelling van sociaal verweer, en dit gedurende de duur van de hechtenis of de plaatsing.

De gerechtigde kan op de vergoedingen en rente bedoeld in het eerste lid aanspraak maken voor de periode van zijn voorlopige hechtenis op voorwaarde dat

eu non-lieu, qu'il a été mis hors cause ou qu'il a été acquitté par une décision de justice coulée en force de chose jugée.”.

Art. 4

Dans la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail, il est inséré un article 45^{sexies} rédigé comme suit:

“Art. 45^{sexies}. Les indemnités ou les rentes fournies en vertu de la présente loi sont suspendues si le titulaire est détenu en prison ou placé dans un établissement de défense sociale, et ce, pour la durée de la détention ou du placement.

Le titulaire peut prétendre aux indemnités et rentes visées à l'alinéa 1^{er} pour la durée de sa détention préventive, à condition qu'il puisse établir qu'il y a eu non-lieu, qu'il a été mis hors cause ou qu'il a été acquitté par une décision de justice coulée en force de chose jugée.”.

CHAPITRE 3

Pensions

Art. 5

L'article 50^{ter}, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 5 août 1978 de réformes économiques et budgétaires, inséré par la loi du 25 avril 2007, est abrogé.

Art. 6

L'article 70, § 2, de l'arrêté royal du 21 décembre 1967 portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés est abrogé.

Art. 7

L'article 147, § 2, de l'arrêté royal du 22 décembre 1967 portant règlement général relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants est abrogé.

hij kan bewijzen dat er ontslag van rechtsvervolging is geweest, dat hij buiten de zaak werd gesteld of dat hij werd vrijgesproken door een gerechtelijke beslissing die in kracht van gewijsde is getreden.”.

Art. 4

In de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 wordt een artikel 45^{sexies} ingevoegd, luidende:

“Art. 45^{sexies}. De vergoedingen en renten uitgekeerd krachtens deze wet worden geschorst indien de gerechtigde opgesloten is in de gevangenis of geplaatst is in een instelling van sociaal verweer, en dit gedurende de duur van de hechtenis of de plaatsing.

De gerechtigde kan op de vergoedingen en renten bedoeld in het eerste lid aanspraak maken voor de periode van zijn voorlopige hechtenis op voorwaarde dat hij kan bewijzen dat er ontslag van rechtsvervolging is geweest, dat hij buiten de zaak werd gesteld of dat hij werd vrijgesproken door een gerechtelijke beslissing die in kracht van gewijsde is getreden.”.

HOOFDSTUK 3

Pensioenen

Art. 5

Artikel 50^{ter}, § 1, tweede lid, van de wet van 5 augustus 1978 houdende economische en budgettaire hervormingen, ingevoegd bij de wet van 25 april 2007, wordt opgeheven.

Art. 6

Artikel 70, § 2, van het koninklijk besluit van 21 december 1967 tot vaststelling van het algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers wordt opgeheven.

Art. 7

Artikel 147, § 2, van het koninklijk besluit van 22 december 1967 houdende algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen wordt opgeheven.

CHAPITRE 4

Maladie et invalidité

Art. 8

L'article 32 de l'arrêté royal du 20 juillet 1971 instituant une assurance indemnités et une assurance maternité en faveur des travailleurs indépendants et des conjoints aidants, modifié par l'arrêté royal du 11 décembre 1987, est remplacé par ce qui suit:

“Art. 32. Le droit à une prestation est suspendu si le titulaire est détenu dans une prison ou placé dans un établissement de défense sociale, et ce, pour la durée de sa détention ou de son placement.

Le titulaire peut prétendre à une prestation visée à l'alinéa 1^{er} pour la durée de sa détention préventive à condition qu'il puisse établir qu'il y a eu non-lieu, qu'il a été mis hors cause ou qu'il a été acquitté par une décision de justice coulée en force de chose jugée.”

Art. 9

Dans l'arrêté royal du 19 novembre 1998 relatif aux congés et aux absences accordés aux membres du personnel des administrations de l'État, il est inséré un article 5/1 rédigé comme suit:

“Art. 5/1. L'agent qui est détenu dans une prison ou placé dans un établissement de défense sociale n'a pas droit à un traitement, et ce, pour la durée de sa détention ou de son placement.

L'agent a droit à son traitement pour la durée de sa détention préventive à condition qu'il puisse établir qu'il y a eu non-lieu, qu'il a été mis hors cause ou qu'il a été acquitté par une décision de justice coulée en force de chose jugée.”

Art. 10

Dans le même arrêté royal, il est inséré un article 58/1 rédigé comme suit:

“Art. 58/1. Le traitement d'attente visé aux articles 57 et 58 est suspendu si l'agent est emprisonné

HOOFDSTUK 4

Ziekte en invaliditeit

Art. 8

Artikel 32 van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 houdende instelling van een uitkeringsverzekering en een moederschapsverzekering ten voordele van de zelfstandigen en van de meewerkende echtgenoten, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 11 december 1987, wordt vervangen als volgt:

“Art. 32. Het recht op een uitkering wordt geschorst indien de gerechtigde opgesloten is in de gevangenis of geplaatst is in een instelling van sociaal verweer, en dit gedurende de duur van de hechtenis of de plaatsing.

De gerechtigde kan op een uitkering als bedoeld in het eerste lid aanspraak maken voor de periode van zijn voorlopige hechtenis op voorwaarde dat hij kan bewijzen dat er ontslag van rechtsvervolging is geweest, dat hij buiten de zaak werd gesteld of dat hij werd vrijgesproken door een gerechtelijke beslissing die in kracht van gewijsde is getreden.”

Art. 9

In het koninklijk besluit van 19 november 1998 betreffende de verloven en afwezigheden toegestaan aan de personeelsleden van de rijksbesturen wordt een artikel 5/1 ingevoegd dat luidt als volgt:

“Art. 5/1. De ambtenaar die opgesloten is in de gevangenis of geplaatst is in een instelling van sociaal verweer, heeft geen recht op een wedde en dit gedurende de duur van de hechtenis of de plaatsing.

De ambtenaar heeft recht op zijn wedde voor de periode van zijn voorlopige hechtenis op voorwaarde dat hij kan bewijzen dat er ontslag van rechtsvervolging is geweest, dat hij buiten de zaak werd gesteld of dat hij werd vrijgesproken door een gerechtelijke beslissing die in kracht van gewijsde is getreden.”

Art. 10

In hetzelfde koninklijk besluit wordt een artikel 58/1 ingevoegd dat luidt als volgt:

“Art. 58/1. Het wachtgeld als bedoeld in de artikelen 57 en 58 wordt geschorst indien de ambtenaar

ou placé dans un établissement de défense sociale, et ce pour la durée de sa détention ou de son placement.

L'agent a droit à ce traitement d'attente pour la durée de sa détention préventive à condition qu'il puisse établir qu'il y a eu non-lieu, qu'il a été mis hors de cause ou qu'il a été acquitté par une décision de justice coulée en force de chose jugée.”.

CHAPITRE 5

Disposition finale

Art. 11

Le Roi peut abroger, compléter, modifier ou remplacer les dispositions modifiées par les articles 6 à 10 par arrêté délibéré en Conseil des ministres.

28 août 2019

opgesloten is in de gevangenis of geplaatst is in een instelling van sociaal verweer, en dit gedurende de duur van de hechtenis of de plaatsing.

De ambtenaar heeft recht op het wachtgeld voor de periode van zijn voorlopige hechtenis op voorwaarde dat hij kan bewijzen dat er ontslag van rechtsvervolging is geweest, dat hij buiten de zaak werd gesteld of dat hij werd vrijgesproken door een gerechtelijke beslissing die in kracht van gewijsde is getreden.”.

HOOFDSTUK 5

Slotbepaling

Art. 11

De Koning kan de bepalingen gewijzigd door de artikelen 6 tot 10 opheffen, aanvullen, wijzigen of vervangen bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

28 augustus 2019

Egbert LACHAERT (Open Vld)